Rendre plus attractif les marchés du Sud passe nécessairement par des marchés plus grands et donc des zones régionales intégrées et harmonisées. Le Maghreb est la zone régionale la moins intégrée d'Afrique et les taux de croissance des pays membres ne sont pas à la hauteur des futurs défis économiques et sociaux pour la région et pour les populations maghrébines (emploi, pouvoir d'achat, liberté de circulation). Autour du secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), de dirigeants d'entreprise, chefs de patronats, officiels et experts, les coûts de la non-intégration et le potentiel d'une véritable dynamique économique maghrébine ont été discuté.

par Olivier DEAU

Perspective historique du Maghreb uni: une idée politique encore fragile, soumise aux aléas politiques mondiaux et régionaux

Habib Ben yahia, secrétaire général de l'union du Maghreb Arabe le rappelle, l'intégration maghrébine est un projet aussi ancien que les indépendances des pays d'Afrique du Nord. Alors même que l'Algérie n'était pas encore indépendante, des représentants de partis politiques de tous les pays du Maghreb se réunissaient à Tanger en 1958 pour appeler de leurs voeux la constitution d'un Maghreb uni. Dans les décennies suivantes, les agendas politiques nationaux différents ont démarqué les trajectoires des nations du Maghreb. Leur positionnement international antagoniste lors de la guerre froide a rendu difficile la définition d'un dénominateur commun pour avancer vers l'intégration.

La naissance de l'UMA, le 17 février 1989, concrétisait pour la première fois l'idée de Maghreb uni, à un moment où l'union Européenne achevait son marché commun et se dotait de l'Acte Unique. Au niveau international, la ligne de partage entre Est et Ouest commençait à s'étioler et le monde entrait dans une période où les rapprochements régionauxs se structuraient. Un dialogue entre le Maghreb et l'Union Européenne se noue à cette époque comme le rappelle Habib Ben Yahia, alors chef de la diplomatie tunisienne. Toutefois les conclusions de l'attentat de Lockerbie stoppèrent ce rapprochement. Enfin, les élections législatives algériennes de 1991reléguèrent bien loin dans l'échelle des priorités de la région l'idée d'un Maghreb intégré économiquement.

Depuis 2006, souligne le secrétaire général de l'UMA, un travail de fond est en construction pour activer et accélerer les initiatives de l'Union du Maghreb Arabe. Quatre commissions inter-ministérielles sont constitutées et actives: infrastructures, ressources humaines, économie

et finances et sécurité alimentaire. La question de l'intégration maghrébine n'en demeure pas moins soumise aux soubresauts nationaux et internationaux. Elle ne s'est pas encore imposé comme une exigence à toute la région.

Le bilan de l'UMA en 2010: une union sans sommet de chefs d'Etat malgré des enjeux économiques et sociaux pressents

L'UMA bien que réactivée n'a toujours pas tenu de sommet des chefs d'Etat depuis 1994. L'impulsion au sommet n'existe donc pas et cela se ressent dans l'application des décisions des commissions ministérielles. Hasni Abidi, directeur du CERMAM et professeur à la Sorbonne, rappelle qu'en comparaison les pays du Golfe, qui ne sont pourtant pas réputés pour leur entente cordiale n'ont jamais manqué aux rendez vous du *"Gulf Council for Cooperation"*.

Une étude du FMI estimait en 2008 qu'il y aurait une plus value de 2% de croissance par an pour les pays de l'UMA si il avait une union fonctionnelle. M. Triki, secrétaire d'Etat à la coopération internationale tunisien estime que cette situation imparfaite depuis de nombreuses années représente 200 000 emplois non créés rien qu'en Tunisie et que le revenu par tête pourrait y être de 50% supérieur à ce qu'il est actuellement si l'on reporte ces 2% sur une période de dix années. Le coût social de la non intégration est donc énorme surtout dans cette période de crise qui a entraîné la chute de 20% des exportations tunisiennes.

"Alors que les regroupements régionaux sont de plus en plus structurés dans le monde actuel, l'Afrique du Nord n'intéresse plus les investisseurs internationaux" estime M. Haitami, directeur de la coordination bancaire à Attijariwafa bank. "Les pays du Sud de la Méditerranée doivent créer plus de 40 millions d'emplois rien que pour maintenir leurs taux de chômage actuels". Enfin il y a 200Mrds de US$ d'actifs détenus par des Maghrébins à l'étranger et une fuite des capitaux estimée à hauteur de 8 Mrds de US$ par an. "Notre banque attend sa licence en Algérie depuis cinq annéees", précise-t-il. Il y a bel et bien péril en la demeure et les lacunes d'un Maghreb des libertés économiques sont béantes.

Le fonctionnement actuel de l'UMA qui avance à pas comptés, mériterait sans doute une réflexion institutionnelle afin de donner à son secrétariat une autonomie susceptible de dynamiser le processus régional. Les bouleversements économiques actuelles et notamment la crise économique obligent à avancer à plus grands pas vers un Maghreb compétitif, attractif où les pays disposent de règles communes pour l'investissement et le commerce.

Le différend sur le Sahara et la démocratisation sont ils des freins structurels?

Face à cette situation, Jawad Kerdoudi, président de l'IMRI, estime que les blocages évidents de l'intégration maghrébine sont le différend du Sahara entre le Maroc et l'Algérie et la démocratisation de la région. "Il ne peut y avoir de Maghreb uni sans réglement sur des frontières internationalement reconnues au Sahara et une libéralisation politique" de la région. Les sociétés civiles sont en effet réputées plus favorables à l'intégration maghrébine que les dirigeants qui ne se rencontrent plus.

Cependant comme le précise de nombreux intervenants, les questions politiques ne permettent pas de donner de perspectives optimistes et il faut sans doute considérer les questions économiques et sociales en priorités pour avancer. "La question du Sahara ou de la libéralisation donnent de formidables prétextes à nos dirigeants pour ne pas avancer sur l'intégration" souligne Hasni Abidi. Ahmed Driss, directeur du CEMI, acquiesse: " je suis avant tout universitaire, domaine dans lequel la coopération maghrébine fonctionne mais je suis politologue et juriste de formation, et j'avoue que je me suis mis à l'économie pour garder un espoir dans l'intégration maghrébine". Habib Ben Yahia complète: "mieux vaut que chaque nation reste maître chez elle en matière politique mais que nous avancions sur les sujets communs."

Les questions de développement et la valorisation des complémentarités économiques sont donc bien l'angle sous lequel des progrès de l'intégration maghrébine sont possibles. Toutefois la question des divergences politiques rappelle que le mode d'impulsion actuel de l'UMA nécessite en fait une synchronisation des têtes politiques des 5 pays, condition quasiment impossible à remplir dans l'état actuel des divergences politiques.

Les forces vives de l'intégration: les entrepreneurs et la société civile

Les patrons de confédération et les entrepreneurs comme Boualem M'rakach présent dans les débats et président de la CAP, ont créé des fora régionaux dynamiques (comme l'union maghrébine des employeurs) qui poussent vers la création de politiques maghrébines. La récente Banque Maghrébine de Commerce et d'Investissement, créé en mars 2010, est un

aboutissement de cette demande d'accompagnement des projets d'investissement et de développement répétée par les chefs d'entreprises .

Dans le domaine de l'interconnection électrique également il y a des habitudes de travail en commun et une vraie stratégie d'interconnection et de liaison avec l'Europe. L'union des banques maghrébines, quand à elle, a formulé de nombreuses propositions allant même jusqu'à celle de la création d'une monnaie maghrébine commune. M. Haitami rappelle également qu'à l'occasion du salon du commerce et de l'investissement à Alger, le Maroc était le 4ème pays le mieux représenté, signe que les perceptions des entepreneurs fondées sur le profit et l'intérêt en terme de développement et de capacités de négociations, poussent à l'intégration. Dans le domaine bancaire et financier enfin des accords entre banques centrales permettent une relative liberté de mouvement des capitaux pour les différentes filiales d'une même banque. Enfin M. Haitami précise qu'aujourd'hui de nombreuses joint ventures s'opèrent entre entreprises maghrébines pour obtenir des conditions de négociation plus favorables. Les companies internationales considèrent le Maghreb comme un seul et même marché et elles calibrent leur offre de la même manière au vue des similitudes sociétales, culturelles et mêmes sociales entre les différents pays.

Enfin, un rappel anecdotique mais qui illustre bien à quel point peuples et élites ont des perceptions différentes: le soutien populaire massif des Marocains à l'équipe d'Algérie lors de la récente coupe d'Afrique des nations ou de la coupe du monde 2010 montre à quel point les peuples du Maghreb se sentent proches culturellement.

Une remarque cependant émerge, notamment depuis les rangs des spectateurs algériens du débat: certes les mésententes politiques sont des prétextes mais ne serait ce pas aussi le fait que les entreprises algériennes soient pour l'instant si peu préparées à la compétition internationale ou régionale qui rende le pays si frileux à ouvrir ses frontières et engager une vraie réflexion régionale? L'Algérie pays pivot géographique du Maghreb est-elle préparée à la l'ouverture de son marché? Une vraie question se pose au vue du tournant protectionniste actuel de la politique économique algérienne. Quelles propositions les pays partenaires peuvent ils faire pour une libéralisation maghrébine progressive qui ne soit pas destructrice d'emplois?

Synthèse et propositions pour accélérer l'intégration maghrébine:

1. 1- Le secrétariat général de l'UMA avait soumis des propositions aux chefs d'Etat en

1994 puis au sommet de Syrte en 2005 pour permettre une nouvelle gouvernance et un nouveau rôle du secrétariat général de l'UMA. Cette proposition est toujours sur la table et discutée dans l'enceinte du conseil des ministres des affaires étrangères des pays de l'UMA. Il est nécessaire de penser un rôle d'impulsion et d'arbitrage plus fort pour le secrétariat général et des compétences autonomes pour faire émerger des projets attenant à la création d'une économie du savoir et à l'"émergence d'une vraie solidarité maghrébine. Une vraie réflexion institutionnelle sur l'union du Maghreb Arabe est nécessaire.

1. 2- Créer des centres d'excellence dans le savoir pour se tourner vers des économies de la connaissance et non pas des économies de la rente.

1. 3- Les secteurs dont la libéralisation et l'harmonisation régionale doivent s'accélérer sont:

- -le domaine bancaire et financier

- -le domaine agricole avec l'objectif de garantir la sécurité alimentaire au Maghreb. La hausse de la productivité et la complémentarité des productions sont nécessaires pour atteindre cet objectif.

- -le domaine du tourisme: la liberté de circulation et une offre touristique maghrébine serait sans doute d'un attrait supérieur pour les touristes dans la région

- -le domaine des transports et de la logistique

- Enfin la création volontariste de synergies industrielles est une évidence pour la transformation de certaines ressources naturelles de la région.

4- La mobilité des étudiants et des travailleurs et l'apprentissage d'une histoire maghrébine qui réconcilie sont les fondements du développement du Maghreb et de l'entente de long terme.